

## **Bourses agricoles : un enjeu de souveraineté pour les économies émergentes et en développement**

22/06/2025

Confidentiel

---

### **Points-clés**

*Le commerce mondial des matières premières agricoles est historiquement dominé par des bourses occidentales. Ces places financières, majoritairement libellées en dollar, centralisent la fixation des prix mondiaux sur des produits largement cultivés dans les pays du Sud. À cette concentration géographique s'ajoute une concentration des acteurs : les quatre grandes firmes de négoce occidentale contrôlent jusqu'à 90 % du commerce céréalier mondial. Face à ce déséquilibre, de plus en plus de pays émergents et en développement tentent de développer de nouvelles bourses agricoles (par exemple en Inde, au Brésil, en Chine, en Éthiopie, au Nigeria), portées par des stratégies de souveraineté commerciale et alimentaire. Toutefois, le succès de telles initiatives dépend de nombreux facteurs tels que le niveau d'infrastructure, de la confiance bancaire ou encore du cadre.*

*L'un d'entre eux est aussi la gestion des stocks agricoles, la « vente de détresse après récolte » restant un frein majeur à l'amélioration des revenus agricoles dans beaucoup d'économies en développement. Dans les pays développés, les réformes libérales des années 1990 avaient abouti à un désengagement progressif des États dans celle-ci. Aux États-Unis comme en Europe, les stocks publics ont été réduits, au profit de stocks privés souvent opaques, moins élevés et dont les gestionnaires sont sensibles aux signaux de prix. À l'inverse, des pays comme la Chine ou l'Inde ont conservé ou renforcé leurs politiques de stockage stratégique, avec des institutions capables d'agir comme stabilisateurs de marché.*

*Le récépissé d'entreposage (warehouse receipt) offre une solution concrète en permettant aux producteurs de stocker leurs récoltes dans des entrepôts certifiés et d'obtenir un crédit garanti sur la base du récépissé. Ce mécanisme constitue un levier puissant pour l'accès au financement, la gestion des risques et l'intégration aux marchés. Pourtant, son usage reste marginal, en raison du manque d'infrastructures, de régulation et d'incitations adaptées. Le warehouse receipt finance (WRF) peut constituer le socle d'une véritable infrastructure de marché standardisé si intégré dans un écosystème formel incluant entrepôts certifiés, garanties bancaires, et régulations publiques.*

*En somme, le succès d'une bourse agricole et plus généralement la transition vers des marchés agricoles transparents, résilients et équitables passe en grande partie par le renforcement des infrastructures de stockage et de régulation dans les pays producteurs.*

---

# 1. Les bourses agricoles sont de plus en plus nombreuses dans le monde

## 1.1. La cotation des produits agricoles est historiquement dominée par les bourses occidentales

La structure actuelle des marchés mondiaux de matières premières agricoles repose sur une forte concentration géographique et financière autour de bourses occidentales.

Aujourd'hui, le **Chicago Mercantile Exchange (CME) Group** est la plus grande bourse d'échange de produits dérivés au monde, en offrant des services sur les marchés de contrats à terme, d'options, de gré à gré et au comptant sur tous types de matières premières. Issu de la fusion entre la CBOT et le CME, le groupe est aujourd'hui le leader mondial en matière de contrats à terme agricoles. Il propose des cotations standardisées sur les principales céréales : maïs, blé, soja, avoine, riz mais également sur le bétail ou les produits laitiers<sup>1</sup>. **Créé en 1848, le Chicago Board of Trade (CBOT) aux États-Unis est la première bourse de matières premières à l'échelle mondiale**<sup>2</sup>. Elle s'est spécialisée dans les produits agricoles en réponse à la forte volatilité des prix accentuée par les changements climatiques et une plus grande spéculation sur ces biens. Le CBOT est particulièrement influent sur le **maïs** et le **blé tendre**, dont il fournit les références de prix à l'échelle mondiale toutes cotées en dollars<sup>3</sup>.

L'**Intercontinental Exchange (ICE)**<sup>4</sup>, basé à Londres et New York, permet aussi le négoce des matières premières agricoles, notamment le cacao, le café, le sucre et le coton – en plus de cotations sur les produits énergétiques (en particulier le pétrole Brent). **Sa plateforme londonienne est ainsi le principal lieu de cotation du cacao mondial**, alors que près de 60 % de la production de cette matière première provient uniquement de la Côte d'Ivoire et du Ghana<sup>5</sup>. Ce paradoxe illustre **la dissociation géographique entre les lieux de production et les lieux de fixation des prix**. L'ICE cote également les contrats de sucre brésilien, de robusta vietnamien ou encore de coton ouzbek, centralisant la valeur de chaînes agricoles mondiales éloignées des places boursières<sup>6</sup>.

Enfin, **Euronext joue un rôle structurant en Europe**, notamment via sa plateforme à Paris, avec des contrats sur le **blé meunier**, l'**orge**, le **maïs** ou encore le **colza**. Toutefois, sa portée reste plus régionale que mondiale avec les contrats libellés en euro.

**En plus d'être les premiers espaces d'échange standardisé et à grande échelle, les bourses occidentales – et notamment américaines – ont également assis leur domination grâce à la dollarisation des matières premières**, facilitée par la financiarisation. Celle-ci a contribué à une structuration des marchés autour de contrats libellés en dollars sur les bourses mondiales. L'importance économique de l'Union européenne a également permis de coter des contrats en euros notamment sur le blé, une des principales productions du continent. **Toutefois, le dollar reste largement majoritaire. En 2014, 90% de toutes matières premières confondues (agriculture, énergie, métaux) étaient cotées en dollars**<sup>7</sup>, bien que le renminbi chinois tente de se faire une place<sup>8</sup>.

<sup>1</sup> [Agricultural Commodities Products - CME Group, www.cmegroup.com](https://www.cmegroup.com), 10/06/2025

<sup>2</sup> Hache Emmanuel. 18/01/2017. "Quelle Géopolitique Des Bourses De Matières Premières ? - IRIS." *IRIS*. Retrieved (<https://www.iris-france.org/87538-quelle-geopolitique-des-bourses-de-matieres-premieres/>).

<sup>3</sup> [Tout sur les bourses de contrats à terme américains - Earn2Trade Blog, Earn2Trade Blog](https://www.earn2trade.com), 08/09/2023

<sup>4</sup> Anciennement International Petroleum Exchange jusqu'en 2005

<sup>5</sup> [Le marché mondial du cacao connaît une forte hausse des prix en raison d'un déficit d'approvisionnement | Food Security Portal, L'Afrique au Sud du Sahara](https://www.foodsecurityportal.com), 02/03/2025

<sup>6</sup> [All Futures, Options, OTC Products & Physicals | ICE, www.ice.com](https://www.ice.com)

<sup>7</sup> [5 - Pourquoi les matières premières se vendent-elles en dollars ? | Les Echos, Les Echos](https://www.lesechos.com), 22/07/2014

<sup>8</sup> [China talks up digital yuan in push for multi-polar currency system | Reuters, Reuters](https://www.reuters.com), 18/06/2025

## 1.2. Une multiplication des places boursières à l'échelle mondiale

Selon le directeur général de la FAO, « **les économies émergentes détermineront de plus en plus l'évolution des marchés agricoles mondiaux** » en raison de l'érosion de la part de marché des pays développés<sup>9</sup>. Cette tendance n'échappe pas non plus aux marchés financiers. En effet, à l'instar de l'émergence de concurrents sur le négoce (voir annexe 1), plusieurs pays émergents ont ainsi entrepris, depuis le début des années 2000, la création de bourses agricoles locales. Ce mouvement s'inscrit à la fois dans une volonté de souveraineté économique, de modernisation du commerce agricole, et d'intégration des petits producteurs aux marchés structurés. Si ces initiatives sont portées par des États ou des consortiums publics-privés, leur succès reste inégal selon les régions et les modèles adoptés.

Certaines bourses agricoles de pays émergents sont parvenues à développer un espace d'échange pesant à l'échelle mondiale. Le **National Commodity & Derivatives Exchange (NCDEX)** et le **Multi Commodity Exchange (MCX)** en Inde assurent la cotation de nombreux produits stratégiques (riz, blé, coton, sucre). Le **Bursa Malaysia Derivatives (BMD)** et, en Amérique latine, le **B3** brésilien ou le **MATba-ROFEX** argentin pèsent sur les cours mondiaux de produits agricoles de base (voir partie 1.3).

Également, afin de peser dans la cotation des céréales, les BRICS ont annoncé en 2024 le lancement d'un marché un terme sur ces produits et potentiellement les oléagineux et légumineux<sup>10</sup>. D'après le Président russe, cette bourse est amenée à contribuer à « *la formation d'indicateurs de prix équitables et prévisibles* » et à « *protéger les marchés nationaux des ingérences négatives extérieures, de la spéculation et des tentatives de créer une pénurie alimentaire artificielle* ». Sachant que l'ensemble des BRICS pèsent lourd sur le commerce mondial des céréales, ces pays cherchent à sortir de la dépendance au dollar via cette future institution financière. **Toutefois, cette mise en place prendra du temps** avant qu'il soit possible de formaliser les premiers contrats et de gagner la confiance des investisseurs mondiaux. D'autant plus que d'autres membres de BRICS disposent déjà de leurs propres espaces d'échange, **la réalisation concrète de ce projet interroge**.

Sur le continent africain, l'**Éthiopie** a réussi à créer en 2008 l'**Ethiopian Commodity Exchange (ECX)**. Son fonctionnement repose sur la traçabilité, la standardisation des produits et un réseau d'entrepôts agréés. Également, au **Nigéria**, l'**Africa Exchange (AFEX)** s'est implanté régionalement avec des activités au Kenya, en Ouganda, en Côte d'Ivoire et au Ghana. Selon leurs chiffres, l'équivalent de **4,3 milliards de dollars** de produits agricoles y seraient quotidiennement échangés<sup>11</sup>, et ce en monnaie locale.

D'autres bourses ont été initiées au **Ghana (GCX)**, au **Kenya (NCE)**, à **Madagascar**, ou encore en **Zambie** avec le ZAMACE et plus récemment la Côte d'Ivoire (BMPA CI) en mai 2025<sup>12</sup>. Toutefois, leur impact reste très limité en raison de volumes faibles et de contraintes structurelles (manque d'entrepôts certifiés, faible numérisation, déficit de confiance bancaire).

Enfin, les modèles adoptés varient selon les objectifs et les contraintes locales. L'Éthiopie ou la Côte d'Ivoire développent un modèle hybride mêlant régulation publique et participation privée. **Le Brésil privilégie l'adossement aux standards internationaux** (cotation en dollars), alors que **la Chine cherche à contrer la prédominance du dollar** en proposant des contrats libellés en renminbi. Ces différences révèlent que la structuration de marchés agricoles via des bourses n'est pas uniforme, mais reflète des choix politiques et économiques spécifiques.

<sup>9</sup> Agriculture : l'influence croissante des pays émergents | Les Echos, Les Echos, 02/07/2024

<sup>10</sup> Les Brics lancent leur bourse aux céréales, Terre-net, 07/11/2024

<sup>11</sup> Forbes Afrique | Ressources | AFEX poursuit son expansion sur le continent, Forbes Afrique, 26/05/2023

<sup>12</sup> La Côte d'Ivoire ouvre une Bourse des matières premières agricoles, une première en Afrique de l'Ouest, Le Monde.fr, 03/06/2025

### 1.3. Un développement de ces institutions principalement expliqué par des stratégies de souveraineté

**La création d'une bourse agricole locale peut être motivée par plusieurs raisons, à la fois économiques et souverainistes.**

**En effet, l'établissement d'une plateforme d'achat et de revente de produits agricoles a en théorie des effets positifs sur le développement du secteur agricole d'un pays.** Une bourse agricole locale permet de soutenir les petits producteurs en leur donnant accès aux marchés nationaux, régionaux et mondiaux, tout en facilitant le financement de leur activité.

En effet, une telle plateforme **permet de désagréger une commande qu'un seul petit producteur local n'aurait jamais pu remplir seul**, en raison de capacités limitées. Sa mise en place s'accompagne souvent d'infrastructures qui permettent à un agriculteur isolé d'apporter, par exemple, 10 sacs de maïs dans un entrepôt, afin de contribuer à une commande de 100 000 tonnes à livrer sur trois mois<sup>13</sup>. **Une bourse agricole locale vise ainsi à créer les conditions nécessaires au développement de l'activité des producteurs locaux en facilitant leur accès au marché, au financement et à la mise en place de politiques ciblées**<sup>14</sup>.

**Cette dynamique entraîne également des effets positifs indirects sur l'économie nationale** : à petite échelle, une hausse de l'activité agricole génère **une augmentation de l'emploi** pour accompagner la croissance de la production ; à plus grande échelle, l'excédent de production peut être exporté, contribuant à **l'augmentation des réserves en devises étrangères**.

**L'écart de développement entre les marchés et secteurs agricoles d'Afrique du Sud et ceux du reste du continent**, comme en Afrique de l'Ouest, **témoigne en partie du rôle de ces plateformes de commercialisation dans le développement économique**. En effet, au milieu des années 1980, la plupart des bourses régionales en Afrique ont été fermées par manque d'utilité et d'efficacité, si bien que les systèmes de production de la plupart des pays d'Afrique sont restés fragmentés, alors qu'en Afrique du Sud, la « South African Futures Exchange » a continué depuis 35 ans à porter le développement du marché<sup>15</sup>.

**Par ailleurs, la création d'une bourse agricole locale peut avoir pour objectif de renforcer la sécurité alimentaire en limitant les fluctuations de prix** (voir annexe 2). Les bourses locales permettent en effet d'encadrer la spéculation pour mettre fin aux échanges en gré à gré, moins transparents et efficaces, et renforcer la transparence dans la fixation des prix.

**Elles peuvent aussi contribuer à renforcer la souveraineté des États en permettant d'assurer une fixation des prix locale, plutôt que par les bourses internationales** – en particulier pour les produits d'exportation, mais aussi pour ceux consommés localement. Par exemple, en 2022 l'Éthiopie a fixé des prix plancher et plafond sur l'ECX pour les graines oléagineuses et les légumineuses<sup>16</sup>.

**Cependant, si ces bourses agricoles permettent de protéger en partie les marchés locaux de la volatilité des prix et de faciliter la fixation d'un prix local, elles ne permettent pas toujours d'influencer les prix au niveau mondial.** En effet, en Afrique, ces bourses jouent souvent un rôle très secondaire dans la fixation des cours mondiaux des denrées concernées. Cela s'explique par le fait que les volumes traités – à l'exception de la SAFEX sud-africaine et de l'ECX éthiopienne – restent relativement faibles. En Afrique, seul la Mombasa Tea Exchange détermine le prix de référence du thé produit en Afrique de l'Est, exporté ensuite dans le monde entier.

**Seules les bourses des pays émergents les plus avancées, tant en termes de développement que de volumes traités, peuvent aspirer à jouer ce rôle. La Chine dispose ainsi de trois des cinq bourses les**

<sup>13</sup> [The Role of Commodity Exchanges in Strengthening Agri-food Value Chains in Africa](#), AFEX, 23/04/2025

<sup>14</sup> [The impact of Agricultural Commodity Exchange in economic development of rural in Iran](#), Shirzad, Damavandi, 2013

<sup>15</sup> [The Role of Commodity Exchanges in Strengthening Agri-food Value Chains in Africa](#), AFEX, 23/04/2025

<sup>16</sup> [Gov't Imposes Price Thresholds for ECX Oilseed Trade](#), *addisfortune.news*, 20/08/2022

**plus importantes en nombre de contrats annuels**, situées à Dalian, Zhengzhou et Shanghai. Ce poids s'explique par le fait que la Chine est le premier importateur mondial de maïs, d'huile de palme, de soja, etc., tout en étant aussi un important producteur.

**De son côté, la Bursa Malaysia Derivatives (BMD) fixe le prix mondial de l'huile de palme, dont la Malaisie et l'Indonésie sont les principaux producteurs. Le NCDEX indien fixe quant à lui les prix du riz indien**, ce qui se répercute sur le marché mondial, puisque l'Inde en est le premier exportateur mondial. De même, **le MCX indien fixe le prix du coton sur le marché intérieur**, ce qui influe indirectement sur le marché mondial.

Enfin, le B3 brésilien et le MATba-ROFEX argentin participent à la fixation des cours du blé, du maïs ou du soja latino-américains. **Cependant, leur influence reste limitée par rapport aux grandes bourses occidentales, et ne reflète pas encore le poids réel de cette région dans la production mondiale de ces denrées.**

## 2. Pour construire des marchés agricoles standardisés résilients, la gestion des stocks est un facteur clé

**La capacité des pays à stocker leurs productions est un facteur clé de succès de la création de bourses agricoles.** Le stockage, par sa fonction de lissage de la consommation dans le temps, constitue **une barrière contre la volatilité**. Plus encore, il permet de structurer les marchés à travers des instruments tels que les récépissés d'entreposage, facilitant un bon fonctionnement sur une bourse locale.

### 2.1. Les stocks comme indicateur de résilience

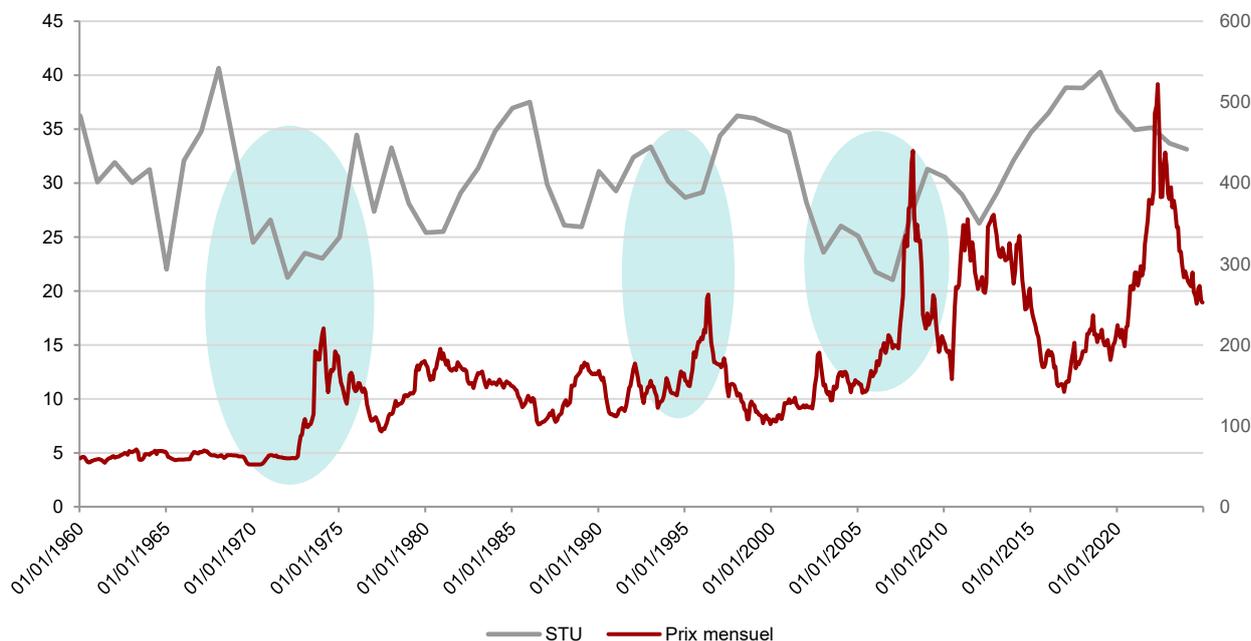
Dans les marchés agricoles, la gestion des stocks constitue un levier central de stabilité. Elle ne se limite pas à la sécurité alimentaire : elle structure directement la dynamique des prix. L'indicateur le plus couramment utilisé pour évaluer cette capacité est le **ratio stock-to-use (STU)**<sup>17</sup>, qui rapporte les stocks disponibles en fin de campagne de récolte à la consommation annuelle totale. **Plus ce ratio est bas, plus le marché est tendu, car une faible réserve amplifie l'impact des chocs climatiques, logistiques ou géopolitiques.** Par exemple, pour le blé tendre, la FAO recommande un ratio au moins égal à **17-18%** pour assurer la sécurité alimentaire mondiale<sup>18</sup>. Le STU est donc un indicateur de vulnérabilité : il permet **d'anticiper les flambées de prix** avant qu'elles ne se matérialisent.

Wright et Zeng (2013)<sup>19</sup> démontrent que le STU explique bien mieux les fluctuations de prix que la production ou la consommation prises isolément. **Leur analyse établit une corrélation inverse forte entre le STU et les prix réels** : -0,50 pour le maïs, -0,40 pour le blé. Cela signifie qu'un marché peu approvisionné devient rapidement instable. Cette corrélation est encore plus forte lorsqu'on considère un STU agrégé pondéré par les calories des grandes céréales (blé, maïs, riz), montrant **la substitution entre produits dans un marché globalisé**. Ainsi, **lors des crises de 1973, 1996 ou 2007-2008, ce n'étaient pas des signaux de prix qui permettaient d'anticiper les tensions, mais des niveaux anormalement bas de stocks mondiaux** qui ont toujours précédé les crises (graphique ci-après).

<sup>17</sup> Stock-to-Use Ratios of US Corn, Soybeans, and Wheat Since 1960 - farmdoc daily, farmdoc daily, 14/06/2021

<sup>18</sup> Les ratios stocks/utilisations en grain sont très variables selon les pays, Terre-net, 14/04/2022

<sup>19</sup> Stocks-to-use ratios and prices as indicators of vulnerability to spikes in global cereal markets, Eugenio Bobenrieth, Brian Wright, Di Zeng, 26/02/2013

**Graphique – Prix mondial de blé tendre (US HRS) (USD/t, droite) et taux de stockage, stocks-tu-use en fin de période (% , gauche)**

Source : Banque mondiale, USDA, calculs GSA

À l'échelle des pays, la gestion des stocks démontre d'importantes disparités. **Dans les pays développés et notamment aux États-Unis, l'architecture du stockage repose sur des entrepôts certifiés, souvent privés, une transparence réglementée et des marchés intégrés aux bourses à terme.** Ainsi, l'*US Department of Agriculture* publie chaque trimestre le *Grain Stocks Report*<sup>20</sup> qui contient des informations sur les stocks d'un ensemble de denrées par État. L'institution publie également mensuellement son rapport dit « *WASDE*<sup>21</sup> » sur les estimations **mondiales** entre l'offre et la demande agricole pour l'ensemble des céréales. L'USDA y présente ses prévisions de stocks de début et fin de période, de consommation domestique et de commerce<sup>22</sup>. **Ces chiffres et autres prévisions de l'USDA influent directement sur les cotations à Chicago et donc les prix mondiaux des denrées concernées** – bien que ces informations ne soient qu'une agrégation de données. Cette visibilité permet aux acteurs d'anticiper excédents ou tensions, tandis que les autorités peuvent intervenir financièrement en fonction.

**Dans les pays occidentaux la tendance est à la diminution des stocks publics depuis les années 1990**<sup>23</sup>. Aux États-Unis, la **réforme du Farm Bill de 1996** (Federal Agriculture Improvement and Reform Act) a marqué une rupture majeure. Elle a aboli les prix administrés de soutien et a réduit fortement les incitations au stockage public en réponse à l'Accord sur l'Agriculture de l'OMC signé en 1995<sup>24</sup>. Cette évolution a transféré la régulation des marchés via les stocks vers les opérateurs privés, et exposé davantage le marché intérieur aux chocs extérieurs. **Dans l'Union européenne, la réforme de la PAC de 1992** a également désarmé les instruments de stockage public en baissant les prix minimums et donc la pérennité du système public. Les mécanismes d'intervention ont été graduellement démantelés, remplacés par des aides découplées jusqu'à

<sup>20</sup> USDA - National Agricultural Statistics Service - Surveys - Grain Stocks, [www.nass.usda.gov](http://www.nass.usda.gov), 30/05/2025

<sup>21</sup> "World Agricultural Supply and Demand Estimates"

<sup>22</sup> Le marché des céréales : un système informationnel dominé par les États-Unis ? | Ecole de Guerre Economique, *Ecole de Guerre Economique*, 11/11/2020

<sup>23</sup> Programmes de stocks publics alimentaires et OMC Quelle marge de manœuvre pour les pays du Sud global ? | Humundi, 2020

<sup>24</sup> L'article 6 de l'Accord sur l'Agriculture limite les mesures globales de soutien aux produits agricoles à 5% par produits et par pays, taux étendu à 10% pour les pays en développement. Dès lors, les produits issus des stocks publics doivent être vendus aux prix de marché pour leur écoulement ou du moins de faire l'objet de subventions faibles pour limiter les distorsions. Toutefois, les subventions et initiatives qui visent la sécurité alimentaire ne sont pas comptabilisées dans le calcul des aides totales offrant une certaine marge de manœuvre, notamment aux géants agricoles tels que l'Inde ou la Chine. OMC | textes juridiques - Accord sur l'agriculture, [www.wto.org](http://www.wto.org)

une suppression des interventions publiques dans la fixation des prix ou des achats. Toutefois ces programmes européens et américains avaient largement participé au développement des modèles agricoles avant leur suppression **en permettant des achats à des prix stables entre 1960 et 1990 et donc une amélioration de l'accès au financement et une augmentation de la productivité.**

**Ces réformes entraînant le retrait des États ont laissé la place à une gestion privée dominée par les négociants mondiaux.** Ce sont donc les grandes maisons de négoce – ADM, Bunge, Cargill, Louis Dreyfus – qui structurent en partie l'offre de stockage dans les pays développés<sup>25</sup> malgré un relent d'intérêt pour les stocks publics après la crise de 2007-2008. Ces groupes possèdent des capacités logistiques importantes, souvent intégrées verticalement avec le transport maritime, les entrepôts et le trading. Toutefois, étant peu nombreuses sur le marché, ces entreprises sont peu incitées à coopérer avec les institutions publiques et leurs chiffres restent relativement opaques. Ce constat a incité la Commission européenne à demander, en 2022, à recevoir des données sur le stockage de produits de base (céréales, oléagineux, riz et semences certifiées). **Selon une estimation du parlement européen, les « ABCD » pourraient stocker environ 10% des réserves mondiales de céréales, oléagineux et protéagineux<sup>26</sup>.** Le stockage privé est souvent opéré en fonction des signaux de prix et d'opportunités de marché. **Cela signifie que ces stocks peuvent être retirés du marché dans des contextes de pénurie si les prix ne sont pas jugés suffisamment incitatifs. Ce comportement accentue la volatilité – et peut alimenter la spéculation.**

**À l'opposé, certains pays ont maintenu ou développé des politiques de stockage public stratégique, visant à amortir les chocs de prix mondiaux,** dans le respect des règles de l'OMC. La Chine détient aujourd'hui plus de 60 % des stocks mondiaux de riz, 50% des stocks de blé, 70% des stocks de maïs et 33% des graines de soja ; le tout conservé à des fins de sécurité alimentaire et de stabilisation des prix domestiques<sup>27</sup>. L'Inde a également renforcé son réseau public via la **Food Corporation of India**, qui stockait en 2012 respectivement **6 et 7% de l'utilisation totale de blé et de riz au niveau mondial<sup>28</sup>,** conférant à l'institution un poids géopolitique majeur comme lors de l'interdiction puis de la taxation des exportations entre 2007 et 2011<sup>29</sup> ; bien que son influence n'empêche pas l'organisme public de faire face à la concurrence des négociants privés. En 2024, l'État indien a prié ces entreprises de ne pas se ruiner sur la nouvelle récolte pour que la *Food Corporation of India* soit prioritaire pour reconstituer ses stocks qui étaient au plus bas depuis 2017<sup>30</sup>.

Ces enjeux de stocks publics peuvent ainsi avoir un poids extrêmement important sur la sécurité alimentaire mondiale et structure encore aujourd'hui les négociations autour des produits agricoles à l'OMC. **Dans de nombreux pays émergents et en développement, notamment en Afrique, la faiblesse des capacités de stockage et l'opacité des données sont un défi à relever.** Les pertes post-récoltes atteignaient 10 à 20 % du volume de céréales produit en Afrique subsaharienne en 2011, pour l'ensemble des denrées alimentaires, cela représenterait **37 % de la production soit 48 milliards USD<sup>31</sup>.** En plus de la perte brute, elles représentent un important manque à gagner : **cette absence de stockage normalisé empêche les producteurs de différer la vente pour capter des prix plus favorables, ce qui accentue la volatilité intra-annuelle.**

<sup>25</sup> WION, Axel, Monica PESCE, Armando LUCIANO, Sofia Noelle GONZALEZ, EY, Barbara KUEPPER, PROFUNDO, et al. "L'influence Des Négociants En Matières Premières Sur Les Marchés Agricoles," 2024. [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2024/747276/IPOL\\_STU\(2024\)747276\(SUM01\)\\_FR.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2024/747276/IPOL_STU(2024)747276(SUM01)_FR.pdf).

<sup>26</sup> *Ibid.*

<sup>27</sup> Académie d'Agriculture de France - Sud global et Nord global sur le marché mondial des céréales - Académie d'Agriculture de France - Agri Mutuel, *Agri Mutuel*, 15/04/2025

<sup>28</sup> Saini, S., Kozicka, M., 2014. « Evolution and Critique of Buffer Stocking Policy of India », working paper no 283, Indian Council for Research on International Economic Relations (ICRIER).

<sup>29</sup> Programmes de stocks publics alimentaires et OMC Quelle marge de manœuvre pour les pays du Sud global ? Humundi, 2020

<sup>30</sup> Pour reconstituer ses stocks de blé, l'Inde en appelle aux négociants - Chronique des matières premières, *RFI*, 05/04/2024

<sup>31</sup> Les pertes post-récoltes, un mal africain dont on connaît pourtant les remèdes, Agence Ecofin, *WATHI*, 02/10/2020

## 2.2. Le récépissé d'entreposage comme levier financier structurant des marchés agricoles

Dans les économies agricoles faiblement structurées, **les producteurs se retrouvent souvent contraints de vendre leurs récoltes immédiatement après la moisson, au moment où (1) l'offre est la plus abondante et (2) les prix les plus bas**. Cette contrainte, dite « vente de détresse »<sup>32</sup>, découle du manque d'accès au crédit et à des installations de stockage sûres.

Le **récépissé d'entreposage**, ou *warehouse receipt*, constitue ainsi une solution intermédiaire à cette double défaillance. Il constitue un levier technique et institutionnel central dans la formalisation des marchés agricoles nationaux ou régionaux. Ce document permet aux producteurs de stocker leurs marchandises dans un entrepôt certifié, en échange d'un certificat – papier ou électronique – attestant du volume et de la qualité du produit déposé. **Ce récépissé a valeur juridique et peut être utilisé comme garantie bancaire pour accéder à un crédit, ou comme titre négociable sur une bourse**. En dissociant la période de production du moment de la vente, il réduit la pression à la vente immédiate, ce qui favorise de meilleurs prix et diminue la volatilité intra-annuelle. **Ceci permet à certaines bourses agricoles de proposer des services de financement par récépissé d'entreposage** (*warehouse receipt finance*, WRF). Ce mécanisme peut jouer un rôle crucial dans le financement de l'activité agricole, dans un contexte où l'activité est peu structurée et financiarisée, et où les agriculteurs n'ont pas nécessairement de titre de propriété foncière la contrepartie la plus fréquemment exigée par les banques.

**L'expérience indienne est souvent citée comme référence grâce à la mise en place d'institutions de régulations bien implantées**. La *Warehousing Development and Regulatory Authority* (WDRA)<sup>33</sup>, mise en place en 2010, a établi une base légale robuste pour le système de récépissés électroniques. En décembre 2023, l'Inde comptait plus de **14 000 entrepôts agréés** pour une capacité de stockage de 86,4 millions de tonnes<sup>34</sup>. Toutefois, la croissance du financement par récépissés d'entrepôt est restée faible, passant d'environ 135 mille tonnes en 2011-2012 à environ 1,24 million de tonnes en 2023-2024, soit seulement **0,5 % des capacités totales de stockage du pays**<sup>35</sup>, ce qui témoigne d'un potentiel encore largement sous-exploité.

Les bénéfices potentiels sont pourtant considérables. **Selon la FAO, un système de récépissés bien conçu permet de financer 80 % ou plus de la valeur stockée**<sup>36</sup>, réduisant ainsi la dépendance au crédit informel et augmentant la capacité des producteurs à arbitrer dans le temps. Toujours selon la FAO, ces systèmes améliorent la traçabilité, la qualité des produits (via inspection et normalisation), et facilitent l'émergence de contrats à terme adossés à des volumes physiques certifiés.

**En Afrique, le système est désormais développé à travers le continent** : Afrique du Sud, Égypte, mais aussi Burkina Faso, Bénin, Cameroun, Ghana, Kenya, Madagascar, Malawi, Mozambique, Tanzanie, Ouganda, Sénégal, Zambie, notamment, en sont dotés.

**Il est toutefois très difficile d'estimer le montant des financements accordés via ces mécanismes ainsi que les volumes de produits agricoles utilisés en contrepartie** : les quelques études et articles de presse disponibles semblent suggérer que le système reste **très peu utilisé par les agriculteurs africains**<sup>37</sup>, **qu'il finance principalement des cultures d'exportation** (café, sésame, coton)<sup>38</sup>, **et qu'il profiterait in fine plus aux agrégateurs ou aux négociants** (qui constituent le stock et le collatéralisent) **plutôt qu'aux**

<sup>32</sup> *Scaling-Up Warehousing Finance Can Empower Farmers in the Long Run - The Wire, The Wire*, 09/06/2025

<sup>33</sup> *Warehousing Development and Regulatory Authority | Official Website of Department of Food and Public Distribution, Ministry of Consumer Affairs, Food and Public Distribution, Government of India, dfpd.gov.in*, 13/05/2025

<sup>34</sup> CFSP, *cfsp.nic.in*

<sup>35</sup> *Scaling-Up Warehousing Finance Can Empower Farmers in the Long Run - The Wire, The Wire*, 09/06/2025

<sup>36</sup> Höllinger, Frank, Lamon Rutten, MCX India, and Krassimir Kiriakov. "The Use of Warehouse Receipt Finance in Agriculture in Transition Countries." *WORKING PAPER*, 2009. <https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/56157b97-9593-4023-8a98-f6bf40d64e83/content>

<sup>37</sup> *World Bank Document, documents1.worldbank.org*

<sup>38</sup> *2022-4930-AJBE-FIN-Aboagye-07.pdf, www.athensjournals.gr*, 2022

**agriculteurs.** Les facteurs cités sont la complexité de mise en œuvre et de transfert de risque ; des coûts de transaction élevés ; et l'absence d'infrastructures de stockage suffisantes<sup>39</sup>.

En Tanzanie<sup>40</sup> par exemple, **la commercialisation des noix de cajou est organisée à travers le système de récépissés depuis 2007.** Cette mise en place est intervenue après la libéralisation des marchés qui avait entraîné une opacité et des prix faibles pour la vente des noix brutes. En plus de ce système, **l'État fixe des prix minimums et gère un monopsonne d'achat coopératif** impliquant sociétés primaires et coopératives régionales empêchant l'intervention d'acteurs privés d'exportation ou de transformation directement auprès des producteurs<sup>41</sup>. Les coopératives déposent les noix brutes dans les entrepôts en échange des récépissés eux-mêmes échangés contre des fonds par les banques. **Enfin, ce système a permis de supprimer les intermédiaires mais avantage les coopératives et gestionnaires d'entrepôt au détriment des agriculteurs.** Mais surtout, il n'a pas été mis en place dans un but de standardisation des échanges mais dans une optique de contrôle public sur la chaîne de valeur afin d'accroître la transparence et limiter la multiplication des acteurs intervenant dans le processus de commercialisation. **Bien que ce modèle ait eu un avantage pour limiter l'accès aux négociants internationaux sur le marché intérieur, il a tout de même bénéficié prioritairement aux agrégateurs de produits agricoles plus qu'aux agriculteurs.**

**Mais le cas du Malawi permet d'illustrer les opportunités et les limites d'un système de récépissés.** Dès 2011, l'Agricultural Commodity Exchange for Africa (ACE), place boursière au Malawi, a introduit des systèmes de récépissés<sup>42</sup>. Ces plateformes ont souffert d'une faible adoption hors des grandes villes, d'un manque de sensibilisation auprès des petits producteurs, ce qui a affaibli la crédibilité du système aux yeux des banques et des agriculteurs dans un pays au coût élevé. L'étude réalisée par l'IFPRI confirme cet attrait plus marqué pour les plus grands acteurs du marché au détriment de ceux dont l'accès au financement reste le plus limité (tableau).

**Tableau – Récépissé d'entreposage par type de déposant dans les entrepôts de l'ACE au Malawi entre 2011 et 2018**

Type de déposant	Volume total (tonnes)	Nombre de récépissés	Maïs	Pois cajan	Soja
Gros négociant / transformateur	8048,3	194	135	20	28
Négociant moyen	1435,1	128	83	20	22
Petit négociant	1315	189	126	23	36
Associations ou coopératives	597,4	63	30	11	16
Agriculteurs	588,8	136	90	10	35

Source : IFPRI

**En effet, les petits exploitants hésitent encore à utiliser ces outils, soit par méconnaissance, soit en raison de coûts d'entreposage jugés trop élevés, soit encore par crainte de ne pas être remboursés en cas de fluctuation de prix.** De leur côté, les banques restent prudentes, privilégiant les coopératives ou les négociants structurés pour minimiser les risques. En Afrique de l'Est, les entités de régulation sont encore

<sup>39</sup> Farmers Miss Out on Credit as Majority Stuck to Traditional Storage Methods - Study, *The Kenyan Wall Street*, 27/08/2024

<sup>40</sup> GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT. "Développement Et Financement Des Chaînes De Valeur Agricoles (FCVA) Pour L'amélioration De La Compétitivité Des Exportations." GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT, 2013. [https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Project-and-Operations/D%C3%A9veloppement\\_et\\_financement\\_des\\_cha%C3%AEenes\\_de\\_valeur\\_agricoles\\_pour\\_l'am%C3%A9lioration\\_de\\_la\\_comp%C3%A9titivité\\_des\\_exportations.pdf](https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Project-and-Operations/D%C3%A9veloppement_et_financement_des_cha%C3%AEenes_de_valeur_agricoles_pour_l'am%C3%A9lioration_de_la_comp%C3%A9titivité_des_exportations.pdf).

<sup>41</sup> Tanzanie: Relance de la filière cajou en Tanzanie - allAfrica.com, *allAfrica.fr*, 19/03/2001

<sup>42</sup> IFPRI. "Who Uses and Who Benefits From Warehouse Receipt Systems? An Examination of Contract Level Transactions on the Agricultural Commodity Exchange for Africa, 2011–2018." STRATEGY SUPPORT PROGRAM | WORKING PAPER 35, May 2020. [https://massp.ifpri.info/files/2020/05/MaSSP-Working-Paper-35\\_Who-Uses-and-Who-Benefits-From-WRS\\_May-12-2020.pdf](https://massp.ifpri.info/files/2020/05/MaSSP-Working-Paper-35_Who-Uses-and-Who-Benefits-From-WRS_May-12-2020.pdf).

parfois trop faibles pour inspirer une pleine confiance dans les certificats émis. La FAO<sup>43</sup> souligne que **le manque de standardisation des contrats, l'absence d'assurances logistiques et la faible couverture spatiale des entrepôts certifiés limitent le déploiement à grande échelle du système.**

**Enfin, les récépissés d'entreposage apparaissent comme une condition potentielle pour construire des bourses agricoles locales crédibles.** En fournissant un titre traçable, vérifiable et échangeable, ils permettent non seulement de mobiliser du capital, mais aussi d'adosser des contrats à terme à des actifs réels stockés. Ce lien entre entreposage, finance et transparence crée les bases d'un marché agricole structuré et accessible. **C'est pourquoi les institutions comme la Banque mondiale ou la FAO soutiennent activement la mise en place de systèmes de récépissés comme socle d'un développement agricole.**

### 2.3. Passer du récépissé d'entreposage à l'infrastructure de marché

**Le développement du WRF n'implique pas nécessairement l'ouverture d'une bourse agricole : de nombreux pays africains ont formalisé le financement par récépissé d'entreposage sans pour autant se doter d'une bourse** (Burkina Faso, Cameroun, Madagascar). Ainsi, la Côte d'Ivoire a légiféré sur la question dès 2015, créant l'année suivante **l'Autorité de régulation du système d'entreposage (ARRE CI)** dix ans avant de lancer la Bourse des matières premières agricoles<sup>44</sup>.

Cependant, **les deux concepts sont très complémentaires** ; la mise en place de l'ARRE était présentée comme un préalable à la création de la BMPA<sup>45</sup>. De plus, l'ARRE et son pendant kenyan, le *Warehouse Receipt System Council (WRSC)*, sont membres de **l'Association des Bourses agricoles africaines**, bien qu'ils ne soient pas des bourses à proprement parler<sup>46</sup>. En Zambie, c'est le *Zambian Commodities Exchange* qui assure la gestion du système de récépissé d'entreposage ; en Ethiopie l'ECX propose ce type de services depuis 2019.

C'est d'autant plus vrai que la réussite d'un système de récépissés ne repose pas uniquement sur l'existence d'entrepôts, mais sur leur certification, leur régulation et leur intégration dans un écosystème commercial structuré. **Ainsi, une intégration étroite entre les récépissés d'entreposage et une bourse agricole locale permet de franchir un palier dans la structuration du marché.** L'enjeu n'est plus seulement logistique, mais aussi financier et institutionnel. Un système articulé permet :

- **De garantir la qualité, la traçabilité et la standardisation des produits** via des normes officielles contrôlées dans les entrepôts agréés ;
- **De créer des instruments de couverture** (contrats à terme, options) adossés à des actifs physiques stockés et certifiés, ce qui permet aux producteurs, transformateurs et négociants de mieux gérer leur exposition aux fluctuations de prix ;
- **De stabiliser les prix par des mécanismes publics** comme l'achat de récépissés à des prix planchers, activables en période de crise, à l'image d'un stock d'intervention moderne ;
- **De mobiliser du capital à travers la titrisation des créances adossées à ces récépissés**, facilitant ainsi le financement des campagnes agricoles, notamment via des partenariats entre coopératives et banques locales.

Pour qu'un tel écosystème fonctionne, plusieurs conditions doivent être réunies. En premier lieu, **la certification et la surveillance des entrepôts sont essentielles** : la Banque africaine de développement<sup>47</sup>

<sup>43</sup> FOOD AND AGRICULTURE ORGANIZATION OF THE UNITED NATIONS. *Designing Warehouse Receipt Legislation Regulatory Options and Recent Trends. DIRECTIONS IN INVESTMENT*. FAO, 2015. <https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/330a0975-fb04-439b-9d21-0d7db0e59801/content>.

<sup>44</sup> ARRE. "PRESENTATION DU SRE." ARRE, n.d. [https://arreci.ci/wp-content/uploads/2022/10/220601\\_Presentation-du-SRE.pdf](https://arreci.ci/wp-content/uploads/2022/10/220601_Presentation-du-SRE.pdf).

<sup>45</sup> Diapositive 1, *arreci.ci*, 10/2022

<sup>46</sup> <https://aacx.org/#ed-424529543>

<sup>47</sup> GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT. "Développement Et Financement Des Chaînes De Valeur Agricoles (FCVA) Pour L'amélioration De La Compétitivité Des Exportations." GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT,

souligne que la crédibilité du système dépend directement de la régularité des audits, du respect des normes et de la présence d'assurances logistiques couvrant les risques de perte ou de détérioration. Ensuite, **un cadre légal clair doit reconnaître le récépissé comme instrument négociable et titre exécutoire en cas de défaut de paiement**. Enfin, **une régulation publique** – à l'image de l'ARRE-CI ou du WDRA indien – **doit assurer la supervision de l'ensemble des acteurs**.

**L'articulation public-privé est ici déterminante**. Un WRF ne peut réussir sans coopération étroite entre les régulateurs, les opérateurs logistiques, les banques commerciales, les traders ou négociants et les producteurs agricoles. Finalement, **les récépissés d'entreposage sont plus des produits financiers innovants permettant aux acteurs d'accéder au crédit bancaire et en même temps, un outil d'agrégation des produits agricoles facilitant la contractualisation sur d'importants volumes**. C'est pourquoi ce modèle est particulièrement attractif pour les entreprises et produits d'exportation.

**Ainsi, le récépissé d'entreposage peut être vu comme la pierre angulaire d'un marché agricole moderne, dès lors qu'il est intégré dans une chaîne de valeur formalisée, adossée à des contrats standardisés, et soutenue par un cadre institutionnel solide**.

Finalement, au-delà de ces *Warehouse Receipt Finance*, **c'est la gestion de capacités de stockage qui crée cet ancrage dans l'écosystème commercial et qui permet de faire le lien entre le monde agricole informel et une bourse agricole standardisée**. La stabilité des prix au travers d'une gestion publique et relativement transparente des stocks a participé au développement des modèles occidentaux et semble être une condition *sine qua non* **pour renforcer la résilience, la liquidité et la transparence des marchés dans les pays émergents et en développement**.

## Annexes

### Annexe 1 : Une structuration de la concurrence sur le négoce mondial dans les pays émergents

Les places boursières mondiales sont des espaces dédiés aux échanges et à la négociation de matières. Elles gèrent des stocks et potentiellement la livraison physique lorsque celle-ci a lieu. **Dès lors, pour faire vivre ces espaces, de nombreux acteurs entrent en jeu**.

Trois catégories d'acteurs interviennent dans le processus de façon majoritaire : **les géants du négoce** (les « ABCD » : Archer-Daniels-Midland, Bunge, Cargill et Louis Dreyfus Company), **les entreprises produisant les indices sur les matières premières** (comme Goldman Sachs) et **les fonds d'investissement**. Ces derniers, principalement américains, comptent pour **20 à 40 %** des positions sur les matières premières agricoles<sup>48</sup>. Mais, d'après Robe et Roberts (2019)<sup>49</sup>, sur plus de 3 500 traders intervenant sur les marchés futurs agricoles entre 2015 et 2018, moins de 200 concentrent une large majorité des positions quotidiennes sur les contrats agricoles. **Ces 5 % des investisseurs exercent une influence particulièrement importante à court terme prenant, pour les deux tiers, des positions inférieures à 4 mois**.

**Les géants du négoce « ABCD », dits aussi les « Big 4 », couvrent 70 à 90% du commerce mondial des céréales** avec un contrôle sur l'ensemble de la chaîne de valeur et dans de nombreux secteurs : de la

2013. [https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Project-and-Operations/D%C3%A9veloppement\\_et\\_financement\\_des\\_cha%C3%AEenes\\_de\\_valeur\\_agricoles\\_pour\\_l'am%C3%A9lioration\\_de\\_la\\_comp%C3%A9titivit%C3%A9\\_des\\_exportations.pdf](https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Project-and-Operations/D%C3%A9veloppement_et_financement_des_cha%C3%AEenes_de_valeur_agricoles_pour_l'am%C3%A9lioration_de_la_comp%C3%A9titivit%C3%A9_des_exportations.pdf).

<sup>48</sup> Une poignée de traders font la pluie et le beau temps sur les matières premières agricoles | Les Echos, 28/10/2021

<sup>49</sup> « Who holds positions in agricultural futures markets », Michel A. Robe, John S. Roberts, 2019

santé et bien-être au biocarburants en passant par l'alimentation animale ou la nutrition humaine<sup>50</sup>. La concentration des entreprises gérant des capacités de stockage importantes (voir partie 2.2) est donc forte.

**Une concurrence apparaît face à ces géants émanant des pays émergents.** D'après une étude du Parlement européen<sup>51</sup>, plusieurs entreprises étatiques ou paraétatiques cherchent à capter une part du commerce mondial de matières agricoles avec un développement particulièrement important après la crise de 2007-2008. **COFCO International Limited (CIL)**, la filiale de l'entreprise publique chinoise COFCO Group, a été créée en 2014 puis s'est rapidement développée à l'international avec le rachat de Noble Agri et Nidera entre 2014 et 2017. CIL est dès lors une entreprise intégrée, capable d'opérer sur l'ensemble de la chaîne de valeur. En 2022, l'entreprise a rapporté des revenus de **53,3 milliards USD** en commençant quelques **127 millions de tonnes de céréales, d'oléagineux, de sucre, de café et de coton**.

De même, **Olam International**, basée à Singapour, s'est imposée comme un géant du négoce pour les échanges de riz, de soja et de maïs brésiliens ainsi que du blé d'Argentine ou d'Allemagne. Une autre entreprise singapourienne **Wilmar International (WIL)** se présente également comme un concurrent sur le continent asiatique avec 92 millions de tonnes de produits agricoles échangés en 2022. Nous retrouvons également **Kernel** (Ukraine), premier producteur et exportateur d'huile de tournesol et premier exportateur de céréales ukrainiennes devant les Big 4 et CIL. Enfin, plus récemment, des acteurs comme **Invictus Investment** – groupe basé à Dubaï et actif au Soudan, en Éthiopie et en Afrique de l'Est – s'implantent sur les marchés africains avec des stratégies de contrôle logistique et de capacités de stockage. Les perspectives de croissance lui sont relativement favorables : **2,5 milliards USD en CA avec un objectif de 7 milliards en 2028**<sup>52</sup>.

Ces acteurs, bien qu'encore de taille inférieure aux « ABCD », participent à la reconfiguration géographique des flux et au recentrage d'une partie des marges vers les pays du Sud.

## Annexe 2 : Transmission de la volatilité des prix mondiaux aux marchés nationaux des pays émergents et en développement

L'ouverture de bourses agricoles locales ne suffit toutefois pas toujours à transformer automatiquement les dynamiques de fixation des prix de marché. Le passage d'un prix international à un prix local s'opère à travers des canaux complexes, influencés par le taux de change, la structure de distribution, et la capacité de chaque pays à amortir les chocs. C'est ce mécanisme de transmission – ou de « **pass-through** » – qui permet d'évaluer l'efficacité réelle d'une bourse locale ou d'autres mesures visant à le limiter.

**En effet, dans la plupart des pays en développement, les variations des prix mondiaux se répercutent partiellement sur les marchés intérieurs, souvent avec un certain décalage** : en moyenne, sur la période 2000-2009, la plupart des pays importateurs de denrées alimentaires ont achevé leur ajustement aux fluctuations des prix mondiaux après environ neuf à dix mois. Or, la volatilité des prix contribue de manière significative à la vulnérabilité et à la pauvreté. Elle freine le développement en entraînant des risques importants sur les revenus qui freinent l'adoption des technologies nécessaires à l'efficacité de la production agricole<sup>53</sup>.

**Pour se prémunir de ces influences extérieures sur les variations de prix, les pays en développements et émergents ont souvent eu recours à des restrictions sur les exportations**

<sup>50</sup> Les marchés des céréales toujours dominés par 4 principaux négociants - Blog de veille du Centre d'études et de prospective, *Blog de veille du Centre d'études et de prospective*, 24/01/2025

<sup>51</sup> European Parliament. "The Role of Commodity Traders in Shaping Agricultural Markets." Report. *Policy Department for Structural and Cohesion Policies*. European Parliament, 2024.

<sup>52</sup> Jusqu'où ira Invictus, l'ambitieux soudano-émirati qui bouscule le négoce africain ?, JeuneAfrique.com, 11/06/2025

<sup>53</sup> *Safeguarding Food Security in Volatile Global Markets*, FAO, 2011

**alimentaires.** Cependant, bien que les interdictions d'exportation puissent, dans certains cas, contribuer à stabiliser les prix alimentaires domestiques et limiter leur volatilité, **elles s'accompagnent aussi d'effets indésirables.** En particulier, ces mesures **tendent à affaiblir les incitations pour les producteurs à accroître leur production** en réponse à la hausse des prix internationaux. Ce type de restrictions peut donc **freiner les investissements dans le secteur agricole**, compromettant ainsi la sécurité alimentaire. De plus, à court terme, les pays partenaires, traditionnellement acheteurs, peuvent être directement impactés. C'est ce qui a été observé lors de la crise des prix alimentaires de 2008 : le National Cereals and Produce Board du Kenya, responsable de l'approvisionnement en céréales, s'est retrouvé dans l'incapacité d'acheter suffisamment de maïs, en grande partie à cause des interdictions d'exportation décidées par plusieurs États voisins<sup>54</sup>.

**Dans certains cas rares, lorsque les restrictions à l'exportation sont imposées par l'un des principaux exportateurs d'une denrée, elles peuvent même influencer la volatilité des prix mondiaux.** En Inde, par exemple, l'imposition de restrictions à l'exportation lors de la flambée des prix de 2008 a permis de réduire la volatilité sur le marché intérieur, tout en accentuant celle du marché mondial. Le poids du marché indien dans le commerce international du riz est tel que les variations de prix sur un marché entraînent des répercussions immédiates sur l'autre<sup>55</sup>.

**Par ailleurs, la transmission des prix entre le marché mondial et le marché national pour une denrée donnée dépend également du comportement du taux de change de la monnaie locale par rapport au dollar**, principale devise utilisée dans les échanges agricoles internationaux.

**Enfin, il convient de rappeler que les variations des prix alimentaires sont aussi liées aux marchés énergétiques et financiers** : la volatilité des marchés financiers, combinée à des activités spéculatives, tend à amplifier les pics de prix à court terme, tandis que la volatilité des prix du pétrole accentue celle des produits agricoles à moyen terme<sup>56</sup>.

<sup>54</sup> [Safeguarding Food Security in Volatile Global Markets](#), FAO, 2011

<sup>55</sup> [Safeguarding Food Security in Volatile Global Markets](#), FAO, 2011

<sup>56</sup> [The role of commodity traders in shaping agricultural markets](#), Parlement Européen, 2024